Le gouvernement hongrois considère la communauté rom comme un atout plutôt qu'un fardeau, a déclaré, une nouvelle fois, le Premier ministre lors d'une rencontre le week-end dernier avec des étudiants roms.

« *Selon nous, les Roms ne sont pas une minorité sans défense vivant de l'aide sociale, c'est-à-dire de l'argent des autres contribuables… Ce sont des citoyens hongrois à qui nous pouvons offrir un avenir et des opportunités vivables ici même, dans leur pays d'origine* », a déclaré le Premier ministre lors d'un événement organisé à l'Académie hongroise des sciences avec le réseau des étudiants roms chrétiens (*Keresztény Roma Szakkollégiumi Hálózat*).

« *Pendant longtemps en Hongrie, l'opinion publique a jugé que l'intégration et l'inclusion de la communauté rom étaient une cause perdue. Ce n'est pas le cas et il y a en effet de l'espoir, il s'agit seulement de le vouloir. […] La tâche du gouvernement est de fournir une opportunité à ceux qui la cherchent* », a encore dit Viktor Orbán, en présence de son ministre des Ressources humaines, Zoltán Balog. Ce dernier a souligné que le nombre de jeunes Roms dans l'enseignement supérieur a doublé au cours des trois dernières années.

Le gouvernement en a profité pour garantir la poursuite d'un programme dédié à l'inclusion des Roms dans l'enseignement supérieur, avec 140 millions de forints supplémentaires dans le budget 2018 et 550 millions de forints par an à partir de 2019.

Sur la question de l'inclusion sociale des Roms, le Fidesz et surtout son dirigeant tiennent – le plus souvent – un discours à la fois paternaliste et bienveillant. Ce qui les distinguent nettement des violentes diatribes passées du Jobbik, le parti d'extrême-droite, qui a construit sa popularité en attisant la haine anti-Tsigane. A l'automne 2015, Orbán avait toutefois déclaré que les réfugiés étaient à l'Europe de l'Ouest ce que les Roms sont à la Hongrie : un fardeau.

Cependant, la droite au pouvoir stigmatise régulièrement « *ceux qui vivent des allocations sociales* », « *une vieille antienne anti-tsigane noyée dans un propos anti-pauvres* », comme le perçoit le journaliste Szilárd István Pap sur le site Mérce. (*Lire l'article ci-dessous*)

Ces propos récents du dirigeant hongrois sont aussi à replacer dans le contexte pré-électoral, car les voix des plus de 600 000 citoyens hongrois roms aiguisent les appétits. Le Fidesz avait par exemple cherché à mobiliser cet électorat (en réalité très disparate) lors de son référendum contre les quotas européens de demandeurs d'asile à l'automne 2016.

Avec sa politique familiale, Viktor Orbán veut que les pauvres restent pauvres

Photo : Zsolt Szigetváry / MTI